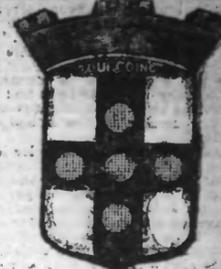


LE SOCIALISME AGRICOLE

de Roubaix - Courcoing



ABONNEMENTS

NORD et Départements limitrophes	Trois mois	Six mois	Un an
AUTRES DÉPARTEMENTS	4 fr. 50	9 fr.	18 fr.
Les abonnements sont reçus dans tous les bureaux de poste.	5 fr. 50	12 fr.	22 fr.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
 ROUBAIX, Grande-Rue, 93 et Rue Desurmont, 12, TOURCOING
 Adresser les manuscrits au Rédacteur en chef, à ROUBAIX

ANNONCES

A ROUBAIX, 93, Grande-Rue.
 A TOURCOING, 12, Rue Desurmont.
 A LILLE, 28, Rue de Fives.

INFORMATIONS

LA SANTÉ DE GUESDE

Paris, 23 décembre.
 Nous avons donné hier des nouvelles rassurantes sur la santé de Jules Guesde. Aujourd'hui nous recevons de notre correspondant spécial un télégramme qui confirme heureusement nos informations précédentes.
 C'est à la suite d'une grande réunion publique qui a donné à St-Henri et d'une conférence au Cercle Bellevue à Marseille, que notre ami a été frappé de la congestion pulmonaire qui le cloue, en ce moment, dans un lit d'hôtel.
 Le député de Roubaix est soigné par les docteurs Colonna et Durlaborde qui ont pleine confiance, aujourd'hui, dans une issue favorable, la maladie ayant été combattue à temps.
 On ne saurait dire cependant à quelle époque le vaillant leader du Parti ouvrier pourra reprendre sa propagande.
 Nous recevons le télégramme suivant :
 Marseille, 23 décembre.
 Prière de remercier vivement, au nom de Guesde, les nombreuses personnes qui lui ont adressé leurs vœux à la suite de la maladie dont il a été frappé.
 Tout danger paraît écarté.
 CARNAUD.

LES ITALIENS EN ABYSSINIE

Londres, 23 décembre.
 D'après une dépêche de Rome au Central News, le gouvernement italien a autorisé le général Baratieri à signer la paix, avec Menelik, sur la base de la reconnaissance intégrale du traité d'Uccialini.
 Menelik, le vainqueur reconnu également des droits territoriaux de l'Italie jusqu'à March.
 Le Tigre serait laissé sous la dépendance de l'Italie, mais serait gouverné par un chef abessinien.
 Messouah, 23 décembre.
 Des messagers venant du camp ennemi assurent qu'il est suivi par un grand nombre d'esclaves et de femmes et qu'il manque de vivres.
 Mangasera a tenté le 20 une attaque contre Makelle, mais a été facilement repoussé. Makelle est très bien défendu. Menelik serait à Assinghah et n'aurait avec lui aucun ras ; une patrouille envoyée en reconnaissance par le commandant de Cassala, du côté d'Albara, ayant trouvé le village défendu par une faible garnison, a attaqué ce village. L'ennemi a dû s'enfuir après une courte résistance. L'ennemi n'aurait pas subi aucune perte à regard de Kassala, chargée de vivres et d'armes enlevées à l'ennemi.

SOCIALISTES PERSÉCUTÉS

Berlin, 23 décembre.
 Le Tageblatt, de Leipzig, annonce que l'Instruction ouverte par le tribunal de l'Empire contre M. Seiffen, accusé de haute trahison, est maintenant terminée. La date des débats, n'est pas encore fixée.

RAPATRIÉS DE MADAGASCAR

Port-Saïd, 23 décembre.
 Le transport *Bien-Hoa* est parti à midi pour Alger, ayant à bord 422 passagers, 300 hommes, 50 femmes, 10 hospitalisés, 95 convalescents, 200 légionnaires, 51 gendarmes, 218 soldats, 20 convalescents. Les départs ont eu lieu pendant la traversée.
 Le *Columbia* est parti également pour Alger avec 470 passagers de la guerre et 40 conducteurs d'Alger. Les départs ont eu lieu pendant la traversée.
 Le *Arctique* est parti également pour Alger avec 470 passagers de la guerre et 40 conducteurs d'Alger. Les départs ont eu lieu pendant la traversée.
 Port-Vendres, 23 décembre.
 Le débarquement des rapatriés par la *Arctique* a commencé ce matin par le 2e bataillon du 20e régiment, dont 18 officiers et 10 hommes, dont 10 Montpelliers, 18 convalescents et 18 soldats iront à Perpignan, 20 convalescents et 1 officier partiront pour Antibes-les-Bains.
 Quand il a débarqué, montent en wagon, on leur distribue du pain d'ail chaud, du vin, du chocolat et du tabac.
 Un décès vient de se produire à bord de la *Arctique*.
 De nombreuses familles des soldats du 2e bataillon de chasseurs à pied, que débarquera demain *l'Auricque*, sont arrivées.
 C'est donc 35 nouvelles victimes que l'on a enregistré.

LES AFFAIRES D'ORIENT

Londres, 23 décembre.
 D'après une information que le Central News communique aux journaux, la Porte a fait aviser tous les gouvernements, par l'intermédiaire de ses ambassadeurs, que les Arméniens de Zeitoun refusent toujours de capituler et que, conséquemment, cette place devra être bombardée. Cependant, des avis de Marash disent que la situation à Zeitoun n'est pas aussi critique que le feraient croire les notes turques.
 Des avis de Kharsous disent que cette ville est investie par les Kurdes.
 On télégraphie de Constantinople au Times :
 Aujourd'hui, le ministre de la police a remis en liberté tous les Arméniens arrêtés précédemment.
 Cette mesure n'a été prise qu'à la suite des représentations répétées de ses ambassadeurs.
 Bruxelles, 23 décembre.
 Il résulte d'une note annexée aux projets du budget belge, par M. le ministre

LE SOCIALISME AGRICOLE

Cris de Détresse !

Les écrivains et les penseurs de la bourgeoisie capitaliste, — car cette classe parasite a des salariés qui pensent et écrivent aussi pour elle, — se lamentent de voir leurs efforts infructueux et ils s'en prennent, furieux, à l'indolence haurielle des riches jouisseurs.
 « Les hommes, s'écrie M. Jules Simon, ne veulent jamais prévoir ce qui est gros; ils ont l'exagération, à la démesure; ils nous disent: la peur vous trouble l'esprit.
 « Oui, messieurs, j'ai l'honneur d'avoir peur, peur de vous, peur de votre insouciance, de votre indifférence, car c'est là seulement qu'est le mal, et vous seriez saisis si vous aviez assez de bon sens et de cœur pour vouloir l'être.
 Mais allez donc faire quitter le luxe, les jeux, la bonne table et les femmes légères, la vie oisive et dorée à tous ces grands viveurs et riches parasites, pour leur faire prendre la vie de Vinpou pour leur faire prendre la vie de Vinpou, par exemple, dans l'intérêt de l'humanité ! Il leur faudrait de l'esprit et du cœur et, de toutes les richesses de la vie, ce sont celles-là qui leur manquent le plus.
 Les Jérémies de notre monde bourgeois sont effrayés plus qu'ils ne veulent l'avouer des progrès que le socialisme fait dans les campagnes.
 « Tous ceux qui, dit M. Jules Heu, suivent les efforts de ce parti démocratique (l'ignorance n'est pas un effet, qu'il se livre, à l'heure actuelle, tant par ses écrits que par ses paroles, à une propagande des plus actives, au sein des paisibles populations des campagnes, pour répandre parmi elles le germe de ses utopies révolutionnaires ».
 Notre contempteur se console un peu de ce que ses prédictions socialistes « ont fait, jusqu'à ce jour, infiniment moins d'adolescents dans les campagnes que le semble pourtant pas le rassurer, puisqu'il ajoute :
 « Mais il ne faut pas s'y méprendre, celui qui souffre et qui, malgré son labeur incessant, ne voit pas à travers les jours qui se succèdent, luire le moindre rayon lui apportant l'espoir d'améliorer son sort et celui de ses enfants; cet homme qui n'a rien et à qui l'on promet tout, va certainement sentir ses instincts honnêtes s'annuler, si l'on ne vient à son secours ; si l'on ne vient à son secours, la société est ingrate envers lui. Une fois que cette idée l'aura pénétré, vous pouvez prédire, à coup sûr, qu'il est prêt pour le socialisme ».
 Et M. Jules Heu reconnaît, lui aussi, qu'il est grandement temps d'opposer, partout, dans les campagnes, une digue salutaire au flot montant du socialisme et il propose de chercher les remèdes propres à adoucir les maux dont souffrent les classes laborieuses du monde agricole.
 M. Heu compte beaucoup sur les syndicats agricoles et un peu sur les pouvoirs publics, pour barrer la route aux théories subversives du socialisme.
 « Deux lois ont déjà été votées, dit-il, celle de l'assistance médicale dans les campagnes, et celle du crédit agricole; d'autres sont à l'étude, notamment celle relative au crédit hypothécaire et divers projets sur les assurances agricoles. Les premières ont encore produit aucun résultat; que penser des secondes ?
 Remarque, M. Heu, que nous ne vous faisons pas dire cela. Et si vous comptez quelque peu sur les sinoiseries parlementaires pour résister au socialisme, à ce « diable » comme vous l'avez appelé, vous fondez une bien folle espérance.
 Le monde agricole se divise en grands propriétaires, en petits particuliers faisant valoir la terre par eux-mêmes et par leur famille et en prolétaires, qui forment la classe des sans-propriété.
 A ces derniers qui travaillent à gages, soit à l'année, soit temporairement, pour le compte des grands et moyens propriétaires, à ces serfs de la glèbe, il faudrait un salaire suffisant pour vivre; des prud'hommes, des pensions en cas d'accident de travail; une retraite pour leur vieillesse; tout le reste ne présente véritablement aucun intérêt pour l'ouvrier proprement dit.
 « Que font, au paysan, en effet, reconnaît M. Jules Heu, à celui qui n'a que ses gages, les bénéfices des syndicats agricoles ? Il ne fait point partie, et pour cause, de ces syndicats. Les assurances des bestiaux et récoltes ? Il n'a rien à assurer. Le crédit

LE SOCIALISME AGRICOLE

Cris de Détresse !

agricole ? Il s'adresse à ceux qui cultivent; l'ouvrier, qui n'a pas un pouce de terre n'a que faire du crédit agricole ».
 Le socialisme doit donc fatalement faire des progrès dans cette classe de déshérités des campagnes, absolument oubliés des dirigeants bourgeois.
 La petite propriété rurale elle-même n'est pas exempte de la « gangrène » socialiste.
 L'impôt, l'usure, l'hypothèque, la conception qui prennent au paysan ses écus, son bien et ses fils, sont les causes premières de sa misère et de sa ruine. Il a beau travailler, sa terre a beau produire, il ne peut plus vivre de travail des champs tant on le vole.
 Les voleurs eux-mêmes, — ceux-là qui ont volé le fruit de son épargne, paillardises, des chequards, des corrompus, — font les lois, commandent insolentement à la Justice...
 Comment voulez-vous que les instincts honnêtes du prolétaire des champs ne se révoltent pas et que Jacques Bonhomme ne devienne pas socialiste !
 Il est impossible qu'il en soit autrement.
 Et nous sommes convaincus, qu'un jour, moins éloigné qu'on ne le croit, des Calus-Graculus et des Babeuf se lèveront du fin fond des campagnes, entraînant à leur suite tout le prolétariat agricole, rien que sur cette revendication impérieuse : La terre à ceux qui la cultivent.
 Alors, le vieux monde aura vécu.
 H. GHENQUÉRE.

Un Ecœuré

Le Temps plaisante agréablement M. Gendro, député radical-socialiste de la Dordogne, qui vient de publier une lettre où il annonce son intention d'abandonner, pour cause d'écoeurement, la politique... en 1895.
 La plaisanterie était aisée et le Temps n'a pas hésité à se départir de sa légendaire finesse.
 Les lecteurs de Sarlat comprendront difficilement, en effet, la décision de leur député.
 Dans le groupe radical-socialiste, auquel appartient M. Gendro, et où il a brillé jusqu'à ce jour, d'un éclat très modeste, d'ailleurs, il ne manque pas d'hommes de conscience aussi délicats que l'honorable démissionnaire par anticipation: MM. Goblet, Camille Pelletan, etc., etc. Comment se fait-il que M. Gendro soit écoeuré, alors que les leaders de son parti ne se montrent nullement disposés à désertar la lutte ?
 Mystère et mysanthropie !
 Nous n'aurons pas la cruauté d'insister sur le cas de M. Gendro qui nous paraît bien plus relever de la pathologie que de la politique.
 L'écoeurement de l'honorable député aura cependant servi à quelque chose, — tant il est vrai qu'un fond des plus mauvaises choses il y a un atome de bonté ! — puisqu'il a amené le Temps à cet aveu sans artifice :
 « Si un parti est en droit de se dire écoeuré aux approches de la Saint-Sylvestre de 1895, ce n'est pas celui auquel appartient M. Gendro ».
 Nous partageons — une fois n'est pas coutume — l'avis du Temps et nous, qui ne sommes pas radicaux-socialistes, mais collectivistes, nous marquons d'une pierre blanche cette fin d'année 1895 qui nous a permis de prouver au pays que nous sommes vraiment nous-mêmes assez forts pour « tomber » un ministre, mais aussi pour en faire vivre un répondant momentanément aux nécessités de notre politique.
 C'est assez dire que nous ne participons pas à l'écoeurement de M. Gendro, et encore moins à celui du Temps.
 G. SIAUVE-EVAUSY.

AUX SYNDICATS

Paris, 23 décembre.
 Le citoyen Millerand, membre du conseil supérieur du travail, a reçu la lettre suivante :
 Monsieur le député et cher collègue,
 D'après le vœu émis par le conseil supérieur du travail à la fin de la dernière session, j'ai chargé la commission permanente de ce conseil de poursuivre l'étude de la question du chômage, de ses causes et des remèdes à y apporter.
 La commission permanente a décidé d'examiner d'abord les diverses causes du chômage, afin de déterminer, avec plus de sûreté, les remèdes appropriés à chacune d'elles; et, considérant la gravité de la tâche qui lui incombe, elle a exprimé le désir de voir tous les membres du conseil supérieur du travail lui apporter leur concours en aidant à définir les principales causes du chômage.
 En conséquence, je vous prie de me faire parvenir pour le 15 janvier prochain, au plus tard, une note sommaire :

LE PARLEMENT

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Séance du 23 décembre
 Présidence de M. Henri Brisson, président.
 La séance est ouverte à 2 heures.
 Crédits supplémentaires
 L'ordre du jour appelle la discussion d'un projet de loi portant ouverture au ministère de l'Instruction publique d'un crédit supplémentaire de 238,107 francs à rattaché au chapitre 37 du budget 1895 (voyages et missions scientifiques).
 Le projet est adopté à l'unanimité de 449 votants.
 M. le président. — J'ai reçu de M. de Bozérien une demande d'interpellation adressée à M. le ministre des finances ayant pour objet l'état des crédits supplémentaires.
 En l'absence du ministre, la Chambre décide que la date de la discussion sera fixée ultérieurement.
 La Chambre adopte divers projets portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1895 et les exercices antérieurs.
 Un de ces projets donne lieu à quelques observations de M. Mareil Habert, relatives aux dépenses résultant de la construction du port de Bône. Il accuse l'ingénieur d'incapacité.
 M. le ministre de travaux publics. — L'ingénieur a pu se tromper; je rechercherai les responsabilités. En tout cas, il a été mis en retrait d'emploi.
 M. Forcetti parle dans le même sens que M. Mareil Habert.
 L'ensemble des projets de loi est adopté par 391 voix contre 7.
 M. de Mahy. — J'avais demandé la parole pour déposer un projet de résolution. A la demande de M. le ministre des colonies, j'attendrai à demain. Ce projet de résolution est relatif à la nomination d'un conseil municipal à Tananarive (Très bien).
 L'octroi de Lille
 La Chambre adopte un projet de loi portant prorogation de surlaxes à l'octroi de Lille.
 Validation d'élection
 L'élection de M. Lemoigne, dans l'arrondissement de Cherbourg, est validée sans contestation.
 LE SCANDALE DES PHOSPHATES
 On reprend la discussion des interpellations de MM. Habert, Ravarin et Germain sur l'Algérie.
 M. Forcetti regrette que la Chambre ait cru devoir aborder la question des phosphates au moment où l'Instruction est ouverte contre les coupables ou mieux contre les accusés.
 L'orateur prétend qu'il n'y eut aucune influence politique dans l'affaire Bovolont. Quant au plan faussé, il raconte que le cadid intéressé a protesté, s'appuyant sur des litres de propriété datant de 25 ans. Et ce qui concerne le classement du petit chemin de fer aérien en chemin vicinal, il est décidé par la commission municipale qui dispose librement des terrains lui appartenant; là encore il prétend qu'aucune influence politique n'intervint.
 L'orateur cherche à décrire ses collègues accusés d'Etat qui concernent les phosphates, il n'y a, selon lui, rien de compromettant, puisqu'aucune concession n'a été donnée depuis un certain temps. Les griefs sont des carrières dont le propriétaire peut librement disposer, et trois concessions ont été données régulièrement; le gouverneur général lui-même l'a reconnu. Les communes ont agi dans la plénitude de leurs droits.
 L'orateur continue en s'efforçant de démontrer la régularité des trois concessions, puis, il résume, il demande une suspension de séance.
 Suspension de séance
 Cette demande soulève de nombreuses protestations.
 M. le Président dit que la Chambre n'a jamais refusé une suspension.
 La séance est suspendue pendant dix minutes.
 Reprise de la Séance
 A la reprise de la séance, M. Forcetti indique les moyens que peut employer l'Etat pour restituer maître des richesses constituées par les gisements.
 Il pourrait établir un droit d'exploitation.
 Réplique de Millerand
 Millerand réplique que la question est de savoir si la commune mixte de Morcault qui a donné les concessions était propriétaire des terrains. Or, elle ne l'était pas quand elle donna la première concession. Les autres concessions ne sont pas plus valables.
 Le Parlement devra par l'avenir étudier le régime à appliquer aux phosphates. Il faut soustraire à la cupidité ces admirables richesses; en remettre l'exploitation et les bénéfices à l'Etat (Applaudissements).
 La séance est levée à 6 h. 30.
 Séance demain.

L'AFFAIRE ARTON

Paris, 23 décembre.
 Les papiers de M. Laguerre
 Un rédacteur du Gaulois a demandé au secrétaire de M. Laguerre ce que sont les papiers saisis à Melun.
 « Ce sont, lui a-t-il été répondu, des dossiers d'avocat. Cette perquisition est même une véritable violation du secret professionnel. Il y a là, entre autres, les dossiers Cyvoct et de Montcau-los-Mines, celui de l'affaire Ballerich et du *Cris du Peuple*, ainsi que toutes les affaires plaidées par M. Laguerre de 1879 à 1889. Il n'y a absolument rien concernant Arton ou le Panama.
 M. Laguerre n'était-il pas en relations avec M. Dupas ?
 « Il ne l'a jamais été et il n'a jamais vu ce dernier que ces jours-ci, dans les couloirs du Palais-de-Justice. Quant aux relations de M. Laguerre avec Arton après la fuite de celui-ci, elles se bornent à des conseils demandés et donnés sur les poursuites que le fugitif était l'objet pour l'affaire de la Dynamite, c'est-à-dire à des relations de client à avocat.
 Les perquisitions chez Mme Renez
 Les perquisitions faites par M. Cochebert au château de Mme Renez, l'ancienne maîtresse d'Arton, à Autet, auraient, dit-on, amené des découvertes importantes.
 Dans un placard dérobé, placard que le serrurier eût assez de mal à ouvrir, des pièces assez importantes ont été saisies.
 Des caisses, des valises dont le contenu a été soigneusement vérifié, ont été emportées ainsi que de nombreuses photographies trouvées dans la chambre de Mme Renez.
 Deux valises enfermées dans une caisse en bois auraient été enfoncées dans le parc et saisies par les magistrats.
 La perquisition a duré 8 heures. A minuit seulement elle était terminée.
 Les objets et pièces saisis ont été transportés au Palais de Justice de Gray.

LA PANIQUE A NEW-YORK

New-York, 23 décembre.
 La panique qui s'est manifestée vendredi à la Bourse de New-York a continué samedi.
 La corbeille et les galeries étaient bondées d'une foule grouillante et gesticulante, comme affolée. Les financiers se regardaient avec consternation. Quelques-uns ont télégraphié à leurs amis à Washington pour les supplier d'arrêter le mouvement baissier.
 Vers la fin, un léger reprise s'est produite, et les cours ont remonté de un à cinq points. Néanmoins, la séance s'est clôturée à des cours inférieurs encore de un à sept points à ceux d'hier. Les faillites suivantes ont été annoncées officiellement : Hotch frères, de New-York; Price et Co, de Boston; L. H. Taylor et Co, de Philadelphie.
 Et l'on fera l'influence de la politique des nations capitalistes.

La Verrerie Ouvrière

(De notre Correspondant Particulier)
 Paris, 23 décembre.
 L'idée de la « Verrerie ouvrière » de Carmaux fait son chemin. Nombreuses, en effet, sont les organisations ouvrières ou fabriques qui ont déjà adhéré aux statuts de la nouvelle verrerie.
 Mais le mouvement doit encore se généraliser, car il faut de l'argent, beaucoup d'argent, pour mener à bien une entreprise aussi considérable. Aussi engageons-nous tous les citoyens ou groupements désireux de coopérer à cette œuvre de solidarité, à se procurer des tickets de souscription.
 Nous ne saurions donc trop engager les organisations ouvrières du Nord et du Pas-de-Calais à apporter leur concours à cette œuvre dont tous les travailleurs ont déjà compris l'intérêt. Elles donneront ainsi une nouvelle preuve de l'esprit de solidarité qui les anime et qu'elles ont si hautement affirmé au cours de la récente grève des victimes de Héséguier.
 L'agence Havas communique le télégramme suivant :
 Carmaux, 23 décembre.
 « Le syndicat des verreries a tenu hier soir une réunion pour décider le lieu où serait construite la verrerie.
 Après un long débat la construction de la verrerie à Albi a été votée par 248 voix contre 75.
 Cette décision aurait mécontenté les mineurs et les commerçants de Carmaux. La commission et le comité municipal auraient décidé que, à l'élection du 5 janvier pour le conseil d'arrondissement, il serait présenté un candidat socialiste de protestation contre la verrerie à Albi.
 Nous n'enregistrons ce télégramme, de source bourgeoise, qu'avec les réserves que comportent de semblables informations.

AU SÉNAT

Séance du 23 décembre 1895
 Présidence de M. Bérenger, vice-président.
 La séance est ouverte à 1 heure 10

LE BUDGET

Discours de M. Blavier
 M. Blavier. — Le projet du budget de 1896, présenté par un ministre opportuniste, a en la bonne fortune d'être accepté par un cabinet radical.

BULLETIN DU JOUR

EN ORIENT

Que ce soit en Occident ou en Orient, on est sûr de reconnaître la faiblesse comme la fourberie des nations européennes.
 Celles-ci n'ont pas assez de mépris pour la diplomatie des peuples de l'Extrême-Orient et elles la jugent tout au plus digne de ses coups de canon.
 Elles n'ont pas, aujourd'hui, assez de courage à dépenser contre les Etats-Unis qui ont su les toucher à l'endroit sensible. C'est à dire dans leurs intérêts communs, s'acharner sur un peuple et prétendre disposer d'une partie de l'Europe et de l'Asie.
 Il n'est pas de spectacle plus propre à inspirer le dégoût de ce qu'on appelle la civilisation européenne que de voir opérer vis à vis de ce qu'elle appelle la barbarie turque.
 Et il a fallu aux cinq nations qui sont en train de se déshonorer une fois de plus, de longues années pour arriver à ce résultat. Toutes ces nations qui envoient en guise d'arguments leurs cuirassés devant Constantinople ont, en effet, coopéré à faire éclater les troubles dont ils essaient, aujourd'hui, de profiter.
 Elles ont travaillé, par leurs missions navales catholiques, protestantes ou grecs, à entretenir la haine de races et de religions entre turcs et arméniens.
 Et ceux-ci, profitant à merveille des leçons de ces missionnaires, massacrent le plus de turcs possible dans le sang desquels les nations européennes viennent pêcher.
 Et l'on a le spectacle qui serait étrange, si l'on ne connaissait le désintéressement dont sont capables toutes ces nations capitalistes, de les voir dépouiller toutes leurs haines réciproques, toutes leurs préférences, en vue d'une action commune en faveur des Arméniens contre les Turcs.
 Nous voyons, en effet, contrairement à l'Angleterre, qui jadis nous entraîna pour elle contre les Russes et qui lui reproche, elle qui a déchiré le traité de San Stefano, de ne pas respecter certain traité qu'on lui avait fait subir.
 Nous voyons la Triple Alliance de concert avec la Russie, nation barbare par excellence, obliger les Turcs à donner aux Arméniens des réformes qui sont encore à être appliquées au profit de n'importe quelle nation européenne.
 Nous voyons l'Italie qui n'a pas assez d'argent et de vaisseau à envoyer contre les nègres d'Abyssinie et qui a trop de misère chez elle, pleurer sur le sort des peu sympathiques Arméniens.
 Nous voyons enfin la France partout où la Russie se trouve et où il y a un drapeau capitaliste engagé.
 Que les Etats-Unis profitent de l'exemple donné par les nations européennes et répondent à leur prétention d'accaparer le territoire et le marché d'Europe et d'Asie sous prétexte de religion ou de race commune, en accaparrant ce qui reste de l'Amérique, cela est absolument logique.
 La situation est même plus honorable pour les Américains qui, eux, font face à des adversaires réputés redoutables, tandis que ceux-ci ne s'attaquent qu'à une pauvre nation dont ils méprisent les droits de nationalité, qu'elle s'est cependant acquiescée par les mêmes procédés que les autres nations européennes.
 Paul DRAMAS.